

L'exclusion des personnes musulmanes, une idée devenue raisonnable ?

Rédigé le 22 janvier 2015 par : Anne-Claire Orban



1949. Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité ». Assertion noble et à applaudir en ce qu'elle réfute toute forme de catégorisation, de hiérarchie et d'exclusion au sein de la « famille humaine ». Cependant, s'ils permirent de condamner le système esclavagiste, la colonisation, le régime nazi, ces principes peuvent être dangereusement et au nom de la modernité, détournés et instrumentalisés...

Le parti belge *Démocratie Nationale*, successeur du FN belge, développe un discours intéressant pour démarrer la réflexion sur l'instrumentalisation des valeurs universelles. Prenons pour exemple sa position face à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne. La position anti-Turquie du parti s'appuie sur l'argumentation qu'un tel pays, musulman, ne pourrait s'accorder à nos démocraties européennes. Tout d'abord, ils avancent l'argument du machisme violent que connaissent ces populations : « Rappelons que la Turquie est un pays à 99% musulman, et que le Coran autorise la violence sur les femmes ». Ensuite, de façon un peu surprenante pour une mouvance politique souvent associée à la xénophobie, le parti se pose en défenseur des minorités chrétiennes de Turquie dont les membres se voient qualifiés de « citoyens de seconde zone », ce qui illustrerait « la xénophobie d'une bonne majorité de musulmans turcs » envers ces minorités. Enfin, continuent-ils, les libertés

individuelles seraient de plus en plus menacées en Turquie par les mouvements de radicalisation, menés entre autres par le chef d'état actuel.

À lire sans y faire attention, on pourrait croire que *Démocratie nationale* est le fer de lance de la défense des Droits de l'Homme, de l'égalité, de la liberté, que le parti milite contre le racisme, le féminisme, pour le pacifisme et dénonce toute forme de discrimination. Ces engagements les amèneraient à s'opposer à ce que la Turquie rejoigne les rangs des démocraties européennes.

Telle est ici présentée la force de ces discours d'exclusion : la référence aux valeurs universelles et démocratiques détournées à des fins d'exclusion de certaines populations jugées dérangeantes. Ne vous méprenez pas, ces discours peuvent être tenus, comme le remarque Henri Goldman, par tous les acteurs, de droite comme de gauche, des mouvements féministes bourgeois comme de la « gauche caviar », persuadés « de la supériorité intrinsèque de « notre » modèle façonné par les Lumières et les luttes sociales, ce qui induit insidieusement une perspective assimilationniste » (2013). Ainsi, certains partis extrémistes se trouvent des affinités particulières avec les causes féministe, laïque, LGTB, antiraciste, ou encore se découvrent soudain pris d'affection pour la famille animale...^[1] Si ces causes sont essentielles à défendre, c'est ici la sincérité et la profondeur des sentiments de ces discours extrémistes qui se voient discutées.

La défense d'une ou de plusieurs valeur(s) universelle(s) supplante tout esprit critique, tout regard réflexif et légitime le rejet. Culmine l'idée que l'intégration de personnes « culturellement autres », considérées comme un bloc humain sans nuance, immuable et sans possibilité d'adaptation culturelle, n'apporterait que chaos et conflit social. Pire, ces populations nuiraient au bien-être de l'espèce humaine.

Ces discours renvoient à l'idée d'une lutte pour la préservation du « bien », incarné par la prétendue modernité des démocraties occidentales, contre le « mal », incarné par les populations aux pratiques culturelles jugées barbares et arriérées. Le « mal », anti-universel, anti-démocratique, ne peut cohabiter avec le « bien ». Un vivre ensemble harmonieux serait, dans le chef des accusateurs, raisonnablement inconcevable et il relèverait du « bon sens » d'exclure certaines communautés de nos sociétés démocratiques. Le racisme dit raisonnable, décomplexé trouve ici sa source. Et que l'on se garde de tenter de réduire de

tels discours au silence, ils brandiraient directement la sacro-sainte liberté d'expression, base de toute démocratie !^[2]

Le philosophe Etienne Balibar qualifie cet universalisme instrumentalisé d'*extensif*. Contrairement à l'universalisme *intensif* qui relie les êtres humains de tous horizons, tend à l'égalité réelle, à l'extension des mêmes droits pour tous et à la lutte contre toute forme de discrimination, l'universalisme *extensif* divise, juge et tente de conquérir. Les seules issues possibles sont l'assimilation ou l'exclusion. S'opère de ce fait un réel détournement du principe d'égalité des êtres humains : devenu indicateur de modernité, il sépare ceux qui sont considérés comme respectant l'égalité de ceux considérés comme ne la respectant pas. Reliée à cette division « bien » / « mal », tel au temps des « missions civilisatrices », s'opère une fracture du monde humain entre « homme » / « non-homme », fracture à la base des théories racistes des siècles derniers, qui poussa, il y a 60 ans, à affirmer l'unité de l'humanité par la déclaration universelle...

Il convient de déconstruire ces discours. Deux voies semblent essentielles : premièrement, la dés-essentialisation des populations stigmatisées, deuxièmement, le regard réflexif.

1. Imputer à l'Islam, à l'instar de *Démocratie nationale*, d'être une religion inégalitaire et machiste peut être entendu et discuté. Imputer à tous les musulmans d'être machistes et violents est inaudible. D'une part, la religion islamique comprend de nombreux courants, dont les membres entretiennent des rapports divers avec les textes sacrés ; d'autre part, tout musulman entretient un rapport personnel avec sa religion, se positionnant sur un continuum allant du radicalisme à l'athéisme. La majorité de la population musulmane se situe entre ces deux pôles, malgré le peu de voix qu'on lui porte. Il s'agit de donner la voix aux tenants d'un Islam en adéquation avec les valeurs proclamées dans la déclaration universelle des droits de l'Homme.

2. Si dénoncer des pratiques violentes et inégalitaires chez les « autres » est essentiel, cela ne doit pas faire oublier les mécanismes sexistes, inégalitaires et racistes présents dans nos sociétés dites « modernes » : plafonds de verre où se cognent femmes et immigrés, discriminations suite à un handicap ou une couleur de peau, actes obsessionnels envers les Juifs ou les gens du voyage, clubs de rallye tendant à favoriser le mariage endo-bourgeoisie, exclusion des personnes âgées dans des établissements fermés, meurtres à

l'encontre des personnes homosexuelles, ou encore maltraitance animale dans les élevages industriels... Notre style de vie ne reflète que peu les valeurs universelles proclamées en 1949. Quelle légitimité avons-nous à nous poser en juge moralisateur ?

Se rendre compte de la mise en scène des idéaux démocratiques et que la tension universel / non-universel couvre des stratégies économiques et politiques bien moins nobles, sont les premiers pas. Sur nos territoires, cette mise en scène permet de légitimer la précarisation et l'exclusion sociale et politique d'une frange des citoyens belges. À l'échelle mondiale, selon Abdellah Haifi, cette mise en scène permet la dénonciation d'un régime islamique lorsque ce dernier n'assure plus les intérêts des puissances occidentales. Dans ce sens, « l'instrumentalisation des principes démocratiques est, dès lors, devenue une stratégie de la diplomatie occidentale » (2011).

Contre cet universalisme au service de politiques économiques et de stratégies géopolitiques, contre cette « démocratie spectacle », un universalisme *intensif*, traduit pas une démocratie inclusive et un mécanisme de co-inclusion réciproque, est la seule voix soutenable aujourd'hui pour parler d'universalisme. Permettre à chaque individu, sans aucune forme de hiérarchie humaine, de participer à la construction du monde en s'inscrivant dans la lignée et le respect des droits de l'Homme. Mettre fin aux idées d'exclusion « raisonnable » de l' « autre » prétendu anti-universel. Tels sera le réel universel car l'opposition factice entre « eux » et « nous », entre l'arriération et le progrès, entre l'imparfait et le parfait, perd quelque peu sa force lorsque l'on ose la dés-essentialisation et le regard réflexif.

^[1] — Le groupe Ubu Pan cite sur son blog à propos de la fête de l'Aïd « Ce jour-là, plus de 50.000 moutons seront égorgés dans des conditions de souffrance, indignes d'un 21^{ème} siècle qui se dit tellement soucieux de "mieux-vivre", de "vivre ensemble", de respect et d'empathie. [...] Ce jour-là, des animaux hébétés, mal-traités pendant le transport (parfois depuis la Pologne, les achats de moutons ne profitent même pas aux éleveurs belges !)

seront coincés de force dans des appareils de torture, attendant qu'un barbare leur tranche la gorge, avant de les laisser agoniser pendant plus de 12 minutes... »
<http://cent-pour-cent-ubu-pan.blogspot.be/2013/09/retour-des-egorgeurs-musulmans-en.html>

^[2] – Ainsi réagit Démocratie Nationale à propos d'un éventuel cordon sanitaire : « C'est le nom donné en Belgique, au dispositif politique, médiatique et **anti démocratique** visant à éviter que des partis politiques qualifiés d' « extrémistes » ne se retrouvent dans une coalition au pouvoir. Méprisant et ne respectant pas la **déclaration universelle des droits de l'homme**, l'application de celui-ci en Belgique représente un **déni de démocratie** » (souligné par leurs soins.

<http://www.dnat.be/index.php/16-democratie-nationale/nos-idees/dossiers-speciaux/democratie-nationale-s-oppose-a/28-le-cordon-sanitaire>



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghaliya Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120